ACTION URGENTE

DES JOURNALISTES DÉTENUS LIBÉRÉS AU SRI LANKA

Le journaliste Vettivel Jasikaran et son épouse Valarmathi Jasikaran ont été libérés le 26 octobre. Ils étaient détenus arbitrairement depuis mars 2008 en vertu de la législation antiterroriste.

Le Service d'enquête sur le terrorisme (TID) avait arrêté Vettivel Jasikaran pour *« activités liées au terrorisme »* et son épouse Valarmathi Jasikaran pour complicité, au titre des règlements d'exception, le 6 mars 2008. Vettivel Jasikaran est écrivain, éditeur et responsable du site Internet d'informations Outreach Sri Lanka.

Le 8 juin 2008, Vettivel et Valarmathi Jasikaran ont saisi la Cour suprême pour violations de leurs droits fondamentaux, au motif que leur arrestation et leur détention étaient illégales et que Vettivel avait subi des actes de torture aux mains d'agents du TID. Le ministère de la Défense a prolongé leur détention en vertu des règlements d'exception le 30 juin 2008.

Après près de six mois de détention sans inculpation, Vettivel Jasikaran a été mis en accusation le 27 août 2008 pour avoir *« suscité des désaccords au sein de la population »* en imprimant, publiant et diffusant le magazine *North Eastern Monthly*. Valarmathi Jasikaran a été inculpée pour avoir été complice de son mari.

Près d'un an après le début de leur procès, le 26 octobre, la Cour suprême a autorisé le retrait du recours formé par les Jasikaran pour violation de leurs droits fondamentaux et les a acquittés de tous les chefs d'accusation retenus contre eux.

Aucune action complémentaire n'est requise de la part du Réseau Actions urgentes. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.

Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 110/08 (ASA 37/018/2008). Pour plus d'informations : http://www.amnesty.org/fr/library/info/ASA37/018/2008/fr et http://www.amnesty.org/fr/library/info/ASA37/026/2008/fr.

AMNESTY INTERNATIONAL

5 novembre 2009

ACTION URGENTE

DES JOURNALISTES DÉTENUS LIBÉRÉS AU SRI LANKA

Informations complémentaires sur l'AU 110/08, ASA 37/024/2009, 5 novembre 2009

AMNESTY INTERNATIONAL